

Bulletin d'Information du Réseau des Instituts des Finances Publiques

Edito



ABDESSALAM BENABBOU
Président du RESIFIP
Directeur des Affaires Administratives
et Générales
Ministère de l'Economie et des Finances
Royaume du Maroc

La finance verte vise à soutenir la transition écologique en orientant les ressources financières vers des projets durables à fort impact environnemental. Elle repose sur des outils comme les obligations vertes, la fiscalité environnementale et les financements climatiques innovants. Dans ce cadre, la mobilisation des ressources devient essentielle pour répondre aux besoins croissants en matière d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques. La gestion budgétaire doit également intégrer des objectifs environnementaux clairs, afin d'assurer une allocation efficace des dépenses publiques et de garantir la cohérence des politiques budgétaires avec les engagements climatiques.

SOMMAIRE

- 01** Edito
La 7^{ème} édition en bref
- 02** Discours d'ouverture
- 03** Panel 1 : Mobilisation des ressources pour la transition écologique
Panel 2 : Budget Vert et impact Environnemental
- 04** Assemblée Générale
Faits marquants
Institut Arabe de planification
Institut des Finances Publiques du Burkina Faso

La 7^{ème} édition en bref

Placée sous le thème « Finance verte : mobilisation des ressources et gestion budgétaire », la 7^{ème} Conférence des Instituts des Finances Publiques (CIFP) s'est déroulée à Abidjan les 12 et 13 mai 2025.



Cette édition a constitué un cadre privilégié de dialogue et de collaboration entre les responsables des instituts des finances publiques, les représentants des ministères des finances et des experts internationaux. Elle visait à :

1. Analyser les enjeux et défis de la finance verte dans les finances publiques
2. Recenser les bonnes pratiques, les opportunités ainsi que les stratégies d'adaptation
3. Tracer les axes prioritaires de développement et de coopération pour renforcer la gestion et l'interconnexion internationale dans ce domaine



Organisée dans le cadre des activités du Réseau des Instituts des Finances Publiques (RESIFIP), qui fédère aujourd'hui 34 pays d'Afrique, du Moyen-Orient et des Caraïbes, cette conférence s'inscrit dans la dynamique engendrée par la création du réseau à Marrakech en 2017. La présidence et le secrétariat général sont assurés par le Ministère de l'Économie et des Finances du Royaume du Maroc.

Les travaux de la 1^{ère} journée ont été articulés autour de deux panels thématiques :

* Panel 1 : Mobilisation des ressources pour la transition écologique

* Panel 2 : Budget vert et impact environnemental

La 2^{ème} journée a été consacrée à l'Assemblée Générale, qui a permis de dresser le bilan des activités du RESIFIP et de définir ses perspectives d'avenir.

Discours d'ouverture et de bienvenue



Le président du RESIFIP M. Abdessalam BENABBOU a salué l'engagement des participants autour du thème central «Finance verte : mobilisation des ressources et gestion budgétaire». Il a souligné l'urgence d'intégrer les enjeux climatiques dans la gouvernance budgétaire, en s'appuyant sur des réformes comme celles menées au Maroc. Il a insisté sur le rôle crucial des Instituts des Finances Publiques dans la formation, l'accompagnement des réformes et la promotion d'une gestion publique durable. Le RESIFIP se veut un catalyseur de coopération et d'innovation pour faire face aux défis environnementaux.



Dans son discours, prononcé par M. Vassogbo BAMBA, Directeur du Cabinet Adjoint, le Ministre ivoirien des Finances et du Budget a insisté sur l'importance stratégique de la finance verte face aux défis climatiques mondiaux. Il a souligné le rôle central des ministres des Finances dans la mobilisation des ressources et l'intégration des objectifs climatiques dans les budgets publics. Il a mis en exergue les avancées de la Côte d'Ivoire, notamment la mise en place d'une plateforme nationale sur la finance durable, la reconnaissance internationale pour sa gestion de la dette souveraine, ainsi que des initiatives innovantes telles que la Facilité Verte. Il a enfin invité les membres du RESIFIP à tirer parti des échanges pour développer des outils de formation communs et renforcer les capacités des instituts membres.

Rapport introductif



MME SONIA HAMAMOUC
Secrétaire Générale du RESIFIP
Adjointe au Directeur des Affaires
Administratives et Générales
Ministère de l'Economie et des Finances
Royaume du Maroc

Dans un contexte de défis environnementaux croissants, les finances publiques occupent un rôle central pour soutenir la transition écologique et le développement durable. C'est dans cet esprit que responsables, experts et praticiens se réunissent à Abidjan autour du thème : « Finance verte : mobilisation des ressources et gestion budgétaire », afin d'explorer les moyens de financer cette transition tout en assurant une gestion budgétaire responsable.

La conférence s'articule autour de deux panels :

Le premier panel porte sur la mobilisation des ressources à travers les stratégies gouvernementales visant à encourager les pratiques écologiques, la fiscalité verte, ainsi que les instruments financiers innovants comme les obligations vertes. Il abordera aussi la coopération entre les secteurs public et privé pour soutenir la transition vers une économie durable.

Le second panel abordera la gestion budgétaire, avec un focus sur l'intégration des objectifs environnementaux dans les processus de planification et d'exécution budgétaire. Il abordera également le marquage climatique des investissements et l'audit des engagements pris en matière de développement durable. Enfin, la rencontre vise à renforcer la coopération régionale et internationale, à mutualiser les expériences et à impulser une dynamique collective pour une transition juste et durable. Les échanges permettront d'enrichir les stratégies nationales et d'avancer vers une économie verte et inclusive

Discours des bailleurs de fonds



Mme Amal Zaidi, représentant l'Agence Marocaine de Coopération Internationale, a souligné l'importance de cette 7^{ème} CIFP pour le renforcement d'une gouvernance financière durable. Elle a réaffirmé l'engagement du Maroc, guidé par la vision de Sa Majesté le Roi, en faveur de la coopération Sud-Sud, notamment dans le domaine de la finance publique. Elle a également souligné les défis posés par la transition écologique et réitéré le soutien indéfectible de l'AMCI au réseau RESIFIP et à ses pays partenaires.



Représentant la Banque Africaine de Développement, M. Ibrahim Amadou a souligné l'importance de la finance verte et de la gestion budgétaire pour un développement durable en Afrique. Il a salué la pertinence du thème de la conférence, en phase avec la stratégie SEGA 2021-2025 de la Banque. Il a mis en avant l'engagement de la BAD dans la mobilisation des ressources internes, l'appui aux réformes budgétaires et le financement climatique, en intégrant les dimensions genre et climat. Il a également encouragé les pays membres à poursuivre leurs efforts de renforcement des capacités.



M. Check Oumar Ouattara, représentant de la Banque Islamique de Développement, a mis en avant la finance verte comme étant un outil stratégique pour faire face aux défis climatiques qui frappent les pays du Sud. Il a souligné son potentiel pour concilier croissance, équité sociale et durabilité environnementale. Il a insisté sur le rôle des instituts des finances publiques dans la promotion d'une culture budgétaire sensible au climat. Il a également présenté les initiatives de la BID, tels que « les produits financiers verts conformes à la Sharia » et le « renforcement des capacités et coopération Sud-Sud via le reverse linkage ».



Mme Aya Sabonne, représentant Expertise France, a mis l'accent sur la pertinence du thème de la finance verte et réaffirmé l'engagement d'Expertise France à soutenir les réformes des finances publiques en faveur du développement durable. Elle a évoqué plusieurs projets en Afrique visant l'intégration des enjeux climatiques dans les politiques budgétaires, soulignant que la finance verte est devenue une exigence opérationnelle. Elle a insisté sur l'importance du renforcement des capacités et a renouvelé le soutien d'Expertise France au RESIFIP, partenaire essentiel pour une finance publique durable.

Panel 1 : La mobilisation des ressources pour la transition écologique



MME HAJAR BEN AMEUR

Cheffe de la Division de la Réforme Budgétaire
Direction du Budget - MEF
Royaume du Maroc



M. MOUSTAPHA TRAORE

Conseiller technique
Direction Générale des
Financements
République de Côte
d'Ivoire



**M. CHEIKH HABIBOU
RAHMAN**

Conseiller Technique
du Ministre Délégué
auprès du Ministre de
l'Économie et des
Finances Chargé du
Budget
République Islamique
de Mauritanie



**M. NGARTIGAL
SANNGAR DJASRAH**

Directeur de
l'Harmonisation
Fiscale et Comptable
(CEMAC)



M. MOUNTASIR LAKSIRI

Chef de Service de
contrôle de la valeur
Administration des
Douanes et
Impôts Indirects
MEF
Royaume du Maroc



M. WALID ABDMOULAH

Conseiller Économique
et Directeur Général
Adjoint
Institut Arabe de
Planification
Etat du Koweït

Le premier panel, modéré par Mme Hajar BENAMEUR, a permis de présenter les expériences de plusieurs pays en matière de mobilisation des ressources pour la transition écologique.

Les interventions ont porté sur les stratégies de financement durable en Côte d'Ivoire, les défis climatiques au Sahel soulignés par la Mauritanie, les efforts d'harmonisation de la fiscalité environnementale dans la zone CEMAC, l'usage de la fiscalité verte comme levier de transition au Maroc, ainsi que l'analyse menée par l'Institut Arabe de Planification pour évaluer les impacts climatiques sur la dette publique.

Ces échanges ont montré l'importance d'une gouvernance financière verte, intégrée et adaptée aux contextes nationaux et régionaux.

Panel 2 : Le Budget Vert et L'impact Environnemental



M. BARTHELEMY DABRE

Coordonnateur Afrique de l'Ouest du RESIFIP
Directeur Général de l'Institut
des Finances Publiques
Burkina Faso



M. RÉNÉ TASSEMBEDO

Directeur des
Réformes Budgétaires
MEF
Burkina Faso



**MME BRIGITTE DALHIA
NGO TOCK NYEG**

Direction Générale du
Trésor, de la
Coopération Financière
et Monétaire
République du
Cameroun



M. SULTAN TOURE

Directeur de la
Programmation des
Investissements
Publics
Direction Générale du
Plan
République de Côte
d'Ivoire



M. ABDESLAM JORIO

Chef de la Division
des Secteurs de
l'infrastructure
Direction du budget
MEF
Royaume du Maroc



**M. MAN DAVID KIALA
T'SINDA**

Conseiller chargé de
Finance Climatique
et Suivi Budgétaire
Cabinet du Ministre
des Finances
République
Démocratique du
Congo



M. GUILLAUME BRULE

Conseiller référendaire
Directeur Adjoint des
Relations
Internationales, de
l'Audit Externe et de
la Francophonie et de
la Cour des Comptes
République Française

Le deuxième panel, modéré par M. Barthélemy DABRE, a porté sur l'intégration des enjeux climatiques dans les politiques budgétaires à travers le budget vert.

Les intervenants ont présenté les avancées de plusieurs pays africains en matière de budgétisation sensible au climat, de marquage des dépenses vertes, de mobilisation de financements climatiques et de renforcement des cadres réglementaires. Le rôle des institutions de contrôle, tel que souligné par la Cour des comptes de France, a également été mis en avant pour assurer la transparence et l'efficacité des politiques environnementales.

Assemblée Générale



Le RESIFIP a tenu son Assemblée Générale le 13 mai 2025, en marge de laquelle deux ateliers thématiques ont été organisés.

À cette occasion, M. BENABBOU, nouveau président du réseau, a prononcé une allocution d'ouverture dans laquelle il a salué l'excellente organisation de la 7^{ème} édition de la CIFP par la République de Côte d'Ivoire.

Il a réaffirmé le rôle stratégique du RESIFIP, au-delà de l'événement annuel, comme un espace structurant de coopération, de renforcement des capacités et d'échange de bonnes pratiques en matière de finances publiques. Il a appelé les membres à un engagement renforcé pour consolider les acquis, porter les valeurs du réseau et assurer son rayonnement durable.

Le bilan des activités 2024-2025 a mis l'accent sur les avancées notables, notamment en gouvernance, communication et collaboration.

Parmi les réalisations majeures figurent la modernisation de l'identité visuelle du réseau, la refonte du site web, le renforcement de sa présence numérique, ainsi qu'une intensification des actions de professionnalisation et de partage d'expériences.

Une meilleure coordination interne a également été observée grâce à l'usage accru d'outils collaboratifs, traduisant un engagement collectif en faveur d'un réseau plus cohérent et performant.

Les ateliers ont permis de restituer les travaux sur la valorisation des formateurs internes, avec des recommandations visant à mieux reconnaître, mobiliser et renforcer leurs compétences au sein des instituts des finances.

Un second atelier a exploré le rôle des instituts dans l'accompagnement des réformes au sein des ministères de l'économie et des finances, en mettant en avant les leviers institutionnels, pédagogiques et organisationnels nécessaires à cet appui.

Les membres ont réaffirmé leur volonté de renforcer cette plateforme en tant qu'espace de dialogue, de réflexion et de coopération entre pays membres.

Dans cette dynamique, un rapprochement stratégique avec le Fond Monétaire International a été souhaité, afin de bénéficier de son expertise et de consolider les efforts conjoints en matière de renforcement des capacités.

Enfin, cette édition a été marquée par l'intégration officielle de l'Institut Arabe de Planification (IAP) du Koweït au sein du RESIFIP, témoignant de l'ouverture croissante du réseau et de sa volonté de renforcer la coopération interrégionale.

Faits marquants

- Ont pris part à cette conférence plus de 70 participants ivoiriens et 48 participants étrangers venant de 16 pays
- Un contenu riche, des intervenants de haut niveau, accompagnés d'un dispositif d'interprétariat disponible en trois langues
- Une large médiatisation, tant au niveau local qu'international, à travers la presse écrite, les médias en ligne et les chaînes de télévision
- Plus d'ouverture internationale et de liaisons avec les agences internationales de coopération dans le domaine de la formation
- L'Institut Arabe de planification a rejoint le réseau
- Présentation du nouveau site du réseau
- Restitution des travaux de l'atelier sur la valorisation des formateurs internes
- Un atelier sur le positionnement et l'organisation des instituts des finances publiques pour répondre aux attentes des ministères chargés des finances sera organisé à Rabat en novembre 2025
- La 8^{ème} édition de la CIFP sera abritée par le Royaume du Maroc.

Institut Arabe de Planification (IAP)



Créé en 1980 et basé au Koweït, l'Institut Arabe de Planification (IAP) est une organisation régionale indépendante à but non lucratif, réunissant 20 pays arabes.

Sa mission est de soutenir le développement durable dans la région en accompagnant les pays membres dans l'élaboration et la mise en œuvre de leurs politiques économiques et sociales.

L'IAP intervient à travers quatre axes principaux : la formation continue des cadres, le conseil en planification et réformes, la recherche appliquée, ainsi que le soutien à l'entrepreneuriat et aux PME.

Grâce à cette approche multidimensionnelle, l'Institut s'affirme comme un acteur stratégique du renforcement des capacités dans le monde arabe.

Institut des Finances publiques du Burkina Faso



La création de l'Institut de Finances Publiques au Burkina Faso en fusionnant l'Ecole Nationale des régies financières et l'Ecole Nationale des douanes, marque une étape importante dans la réforme de la formation. Cette initiative vise à renforcer les compétences en positionnant l'IFPB comme un acteur clé de la performance, de l'innovation et de la bonne gouvernance au service du développement économique en Afrique de l'Ouest.



Prochain événement :
Rabat, décembre 2025

**Réflexion sur le positionnement
et l'organisation des instituts
des finances publiques**

